

Expectative

Il est difficile de décrire l'état de la scène politique nationale aujourd'hui sans que le mot "expectative" ne revienne avec force, pour exprimer la situation d'attente sans fin dans laquelle se trouve toute l'opinion depuis juin 2003 et la succession de putschs manqués et de tentatives de putschs avortées ou démasquées à la faveur du "travail sans relâche de nos services de sécurité". Une espérance qui s'est accrue après les excuses presque officielles du président Ould Taya lors de son discours à Kiffa. Lequel discours a constitué, tant du point de vue des partenaires que de celui de l'ensemble des Mauritaniens, moins un aveu d'échec que des promesses de changement et de modernisation de l'Etat, d'assainissement de la gestion des biens publics et de partage plus équitable des ressources nationales.

D'abord inquiète des suites que le pouvoir allait donner à cette chaîne d'événements de l'année écoulée et du sort réservé à ceux qui en étaient les auteurs et les présumés acteurs, l'opinion mauritanienne est devenue optimiste après le verdict, jugé clément, qui a suivi le procès marathon de Ouad Naga. L'absence de condamnation à mort dans la décision de justice prise par la cour, et qui a été d'une grande portée politique vu qu'elle n'était pas l'aboutissement logique du réquisitoire du parquet ni des accusations qui l'avaient suggéré, a ouvert une grande parenthèse d'espoir que les tenants de la réalité du pouvoir sont en train de saper sans vergogne.

Le changement se fait attendre

En effet, les tensions qui ont précédé, accompagné et suivi le déroulement du procès des putschistes ont trouvé un épilogue heureux qui a beaucoup participé dans l'apaisement apparent de la scène politique mauritanienne.

Comme il a créé une attente objective chez tous les Mauritaniens d'un hypothétique changement qui serait le prolongement logique du climat de détente qui a suivi le procès.

Deux tendances presque antagoniques traversent aujourd'hui ce qui tient lieu de centres de décision et de classe politique.

Côté pouvoir, deux grands groupes s'affrontent, presque ouvertement, sans que l'arbitrage du président, seule personne capable, au moins théoriquement, de trancher, ne vienne déterminer de manière franche la tendance de sa volonté politique. Même si le fait de ne pas amorcer le changement prôné par les uns correspond au maintien du statu quo soutenu par les autres, ce qui est en soi une position qui conforte les défenseurs de garder les choses en l'état. Pour ces derniers, on ne change pas une équipe qui gagne, et l'on ne modifie pas des choix qui ont révélé leur justesse. L'objectif premier étant de rester au pouvoir, de montrer que toute contestation de ce pouvoir est incapable de tenir la route et que toute velléité de le récupérer par n'importe quel moyen a pu être maîtrisée, il s'avère donc inutile de chercher la petite bête là où elle n'est pas. Si on gagne toujours, c'est qu'on est les meilleurs et ceux qui contestent cette vérité n'ont qu'à se taire ou payer le prix de leur subversion. Une logique utilitaire caractéristique des esprits bornés de ceux qui ne voient pas que l'absence de changement volontaire et maîtrisé entraîne obligatoirement ce même changement par d'autres forces, parce que la transformation sociale et politique rapide dans le pays exige un glissement inéluctable vers un mode de gouvernement et d'organisation politique plus adapté. C'est cette option que défendent en gros les partisans de l'exploitation politique par le pouvoir du climat de détente actuel pour créer sa propre ouverture, maîtrisée et calculée. Cette tendance, plus raisonnable et plus ouverte sur l'avenir, pense que la politique "d'après nous le déluge" que pro-

Expectative

Suite de la Une

nent les autres est tout simplement suicidaire, car elle ne prévient pas les éventuelles secousses impondérables. Et, à juste titre, le coup du 8 juin 2003 est pris comme exemple d'un changement du tout au tout dans les rapports de force et la vérité du pouvoir en un laps de temps record et selon des paramètres entièrement aléatoires.

Avant ce coup, Ould Taya et son système donnaient une impression d'invincibilité telle, que le coup de massue qu'a été le putsch et le défillement de la junte gouvernante a failli être fatal au système, même après l'échec confirmé du putsch. Les secousses qui ont suivi et les actions aventureuses des protagonistes en fuite ont bien déstabilisé, quoi qu'on dise, un système de gouvernement qu'aucune légitimité populaire ne vient défendre. Même si aucune contestation réelle n'est encore arrivée pour le terras-

ser. Pour ceux qui veulent normaliser l'exercice de la politique et les rapports entre pouvoir et opposition, le changement de la pratique du pouvoir en ménageant un espace à l'opposition est une condition sine qua none du développement. L'opportunité qui se présente maintenant est que cet espace peut être concédé par le pouvoir, rester maîtrisable et calibré par lui. Amorcer le dialogue au moment où le rapport de force lui est favorable est une attitude pragmatique et un choix politique particulièrement judicieux.

Cette option se présente comme la plus acceptable pour tout le monde dans la mesure où l'opposition, dans son ensemble, et malgré des voix dissonantes qui essaient de maintenir l'état stationnaire de refus de l'autre parce qu'il est impossible jusqu'à présent de le remplacer, appelle au dialogue et ne pose presque plus de condition préalable à son amorce. Car ceux qui ne croient pas en l'opportunité de ce dialogue et comptent attendre

qu'une vague imprévue vienne balayer le système en place et porter l'opposition au pouvoir, deviennent de plus en plus marginaux, et leur option est jugée peu raisonnable.

Sur cette scène où le seul maître d'œuvre, au moins en apparence, reste Ould Taya, on oublie une troisième force, incendiaire, imprévisible et impossible à maîtriser que favorise le blocage systématique de la scène politique et l'absence d'espace de contact accessible à tous. Un espace permettant une liberté d'expression, d'action politique et de prise de conscience capable de tenir tête aux démons ataviques et anachroniques utilisés à outrance par le pouvoir, et que sont les tribus, les ethnies, les clans et autres organisations primitives incompatibles avec la conception universelle de l'Etat et de la cité moderne qui s'impose comme unique modèle dans notre monde d'aujourd'hui.

HINDOU MINT AININA